Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Vol. 34 no 3 | Edmonton, semaine du 21 au 27 janvier 2000 | 12 pages | 60c

Une première signature d'entente de partenariat pour la Fondation franco-albertaine

RAYMOND LAROCHE

Edmonton

Le 15 janvier dernier, la Fondation franco-albertaine et l'Association canadienne française de Plamondon-Lac La Biche invitaient la communauté à la signature d'une entente de partenariat entre les deux organismes. Par cette entente, la régionale de Plamondon-Lac La Biche devient la première communauté à établir un fonds d'investissement joint aux fonds gérés par la Fondation franco-albertaine.

photo: Raymond Laroche



Debout de g. à dr.:Mauricio Rivera, Léonard Lemay, Denis Bergeron, Maurice Joly, Guy Ouellette. À l'avant, Annette Rivard, présidente de la Fondation en compagnie de Joël Lavoie, représentant de la communauté de Plamondon-Lac La Biche.

La Fondation franco-albertaine est un organisme qui depuis quatre ans a comme mission première de faire fructifier l'argent versé par le ministère du Patrimoine canadien afin d'assurer l'avenir financier de la communauté. La politique d'investissement mise en place alors par la Fondation a permis de faire fructifier son capital qui se situe aujourd'hui autour de 1 200 000 dollars comparativement à 598 874 dollars en 97 et 912 855 dollars en 1998. Ce qui reflète une saine gestion de la politique financière adoptée par la Fondation.

L'année dernière, la Fondation s'était dotée d'un comité chargé d'étudier les relations entre la communauté et la Fondation, et une des grandes orientations de ce comité était de développer un projet pilote qui se concrétise aujourd'hui par la signature de cette entente qui fait en sorte que la communauté de Plamondon-Lac La Biche, par les fonds qu'elle apporte à la Fondation, assure un meilleur avenir pour les activités communautaires francophones de cette région. Les fonds que la communauté de Plamondon-Lac La Biche investit en partenariat avec la Fondation proviennent des revenus générés par le centre culturel Phillip-Ménard depuis maintenant plusieurs années.

Cette entente consiste en l'investissement par la communauté de Plamondon-Lac La Biche d'un montant de 50 000 dollars auprès de la Fondation, montant qui bénéficiera d'un jumelage de la part de la Fondation de l'équivalent de 50% de cet investissement, soit 25 000 dollars pour une période maximale de 5 ans. Les intérêts générés par cet investissement, de même que le capital investi par l'investisseur partenaire, et non le capital investi par la Fondation, seront alors remis à la communauté ayant fait partie de cette entente après cette période.

La Fondation perçoit cette entente comme une preuve de reconnaissance, de la part de la communauté, de la bonne gestion des fonds dont elle a la responsabilité. Par cette initiative, la Fondation espère motiver les communautés ou associations francophones à devenir des partenaires en investissements.Un des buts de la Fondation est d'ailleurs de devenir un fonds d'investissement pour l'ensemble de la communauté. Ce type d'entente de partenariat n'est cependant pas ouvert à tous les fonds gérés par la Fondation. Le montant pour ce genre de partenariat est limité à 250 000 dollars, et le montant maximal d'investissement en partenariat permis est de 50 000 dollars, tandis que le minimum fixé est de 5 000 dollars jusqu'à concurrence de 250 000 dollars.

Sans dire premier arrivé premier servi, si, après son terme maximal de 5 ans, l'investisseur associé décide de réinvestir des fonds, il pourra le faire à la condition que la Fondation ait encore des fonds du projet de disponibles (jusqu'à concurrence de 250 000 dollars), ou encore, que, si d'autres investisseurs se présentent et contribuent à faire augmenter le capital de la Fondation, le comité décide d'augmenter les fonds nécessaires réservés à ce type d'association.

«J'aimerais remercier la Fondation et les bénévoles qui donnent leur temps leur énergie, mais aussi pour avoir la possibilité de pouvoir assurer l'avenir de nos enfants et de la communauté. J'espère que ça puisse aussi être le début d'un partenariat avec plusieurs autres régions». « Pour nous, le concept de la Fondation reste le meilleur» nous disait Joël Lavoie, représentant de la communauté de Plamondon-Lac La Biche.

La présidente de la Fondation, Mme Annette Rivard, a, quant à elle tenu à remercier la communauté de Plamondon-Lac La Biche qui a motivé la Fondation à déplacer sa politique et embarquer dans ce type de partenariat. « C'est un projet pilote, et on a hâte de voir comment ça va se passer afin de pouvoir mettre au point notre politique et améliorer notre processus» nous disait-elle.

«Ce projet va nous permettre d'apprendre, tant au niveau de la gestion financière que politique ce que seront les conséquences d'un tel projet. C'est la raison pour laquelle on invite la population à nous faire part de ses réactions, positives comme négatives. Ce processus de consultation permettra à la Fondation d'en venir à l'adoption d'une politique qui va établir toutes les étapes à respecter par les investisseurs éventuels» nous disait M. Mauricio Rivera, membre de ce comité.

Afin d'être à la hauteur de la confiance témoignée à la Fondation par la communauté franco albertaine, la Fondation s'est dotée d'un plan de développement stratégique qui orientera son travail dans les cinq prochaines années.

Cette semaine...

Courrier de deuxième classe
Enregistrement 9870

Citation de la semaine

Le seul mot de liberté est tout ce qui m'exalte encore.

André Breton

Summerside: les francophones jubilent et Saint-Claude attend

Ottawa (APF): Les francophones de partout au pays applaudissent le jugement de la Cour suprême du Canada, qui donne raison aux parents francophones de Summerside à l'Ile-du-Prince-Édouard dans leur lutte pour obtenir une école de langue française.

Principale porte-parole de la francophonie canadienne, la Fédération des communautés francophones et acadiennes dit accueillir «*avec joie*» la décision de la Cour suprême.

Selon son président, Gino LeBlanc, le jugement permettra à d'autres communautés francophones minoritaires de défendre leur cause auprès de leur gouvernement : «*Au Manitoba, les parents de Saint-Claude éprouvent un problème semblable puisqu'ils doivent envoyer leurs enfants à l'école par autobus jusqu'à Notre-Dame-de-Lourdes, ce qui représente un trajet d'environ 30 kilomètres*».

Une histoire incroyable

L'histoire des parents de Saint-Claude est proprement stupéfiante. Devant le refus du ministre de l'Éducation d'offrir l'enseignement en français dans leur village, (sous prétexte qu'il y avait déjà une école de langue française située dans le village voisin de Notre-Dame-de-Lourdes) les parents ont réagi en ouvrant en novembre 1997 une école primaire indépendante ... dans un vieux magasin désaffecté! Puis, ils ont contracté un emprunt de 283 500 $ pour se doter d'une véritable école de langue française, qui a ouvert ses portes en septembre 1999. L'école indépendante, qui consiste en trois portatives reliées entre elles, accueille aujourd'hui 24 élèves.

La Division scolaire franco-manitobaine (conseil scolaire) a accepté de gérer l'école rebelle, même si pour cela elle doit puiser à même son budget pour assurer son entretien et les services. Le gouvernement, qui reconnaît tout de même le droit des enfants de Saint-Claude à une éducation en langue française, verse au conseil scolaire francophone une subvention minimum de 4 400 $ par élève, comme le prévoit la loi scolaire.

Malgré tout, les parents de Saint-Claude assument encore des dépenses. Puisqu'il n'y a pas de gymnase, les parents ont pris l'engagement d'organiser des sorties et de couvrir les frais pour le ski de fond et le patinage. Mais il y a du progrès : l'an dernier, ils devaient en plus faire le ménage de l'école!

Les parents ont entamé une poursuite contre la province en juin 1997, mais ils ont choisi depuis de suspendre les procédures dans l'attente du jugement de la Cour suprême dans l'affaire de Summerside. L'avocat des parents de Saint-Claude, Laurent Roy, est confiant que le Manitoba n'aura maintenant d'autre choix que de se plier au jugement.

«*Je ne peux pas voir comment le gouvernement pourrait refuser de respecter le jugement de la Cour suprême*» commente pour sa part Hélène D'auteuil, qui est la directrice générale de la Fédération provinciale des comités de parents : «*J'espère qu'on n'aura pas à plaider dans chacune des provinces pour obtenir un jugement semblable à Summerside*».

Pouvoir limité

La Commission nationale des parents francophones (CNPF) se réjouit grandement du jugement, puisqu'il précise pour la première fois les limites du pouvoir discrétionnaire du ministre de l'Éducation.

«*Ce qui était important pour nous,* dit la présidente Annette Labelle, *c'était de déterminer le plus précisément possible où se termine le pouvoir discrétionnaire du ministre et où commence le droit de gestion de la minorité. La réponse du tribunal est très satisfaisante*».

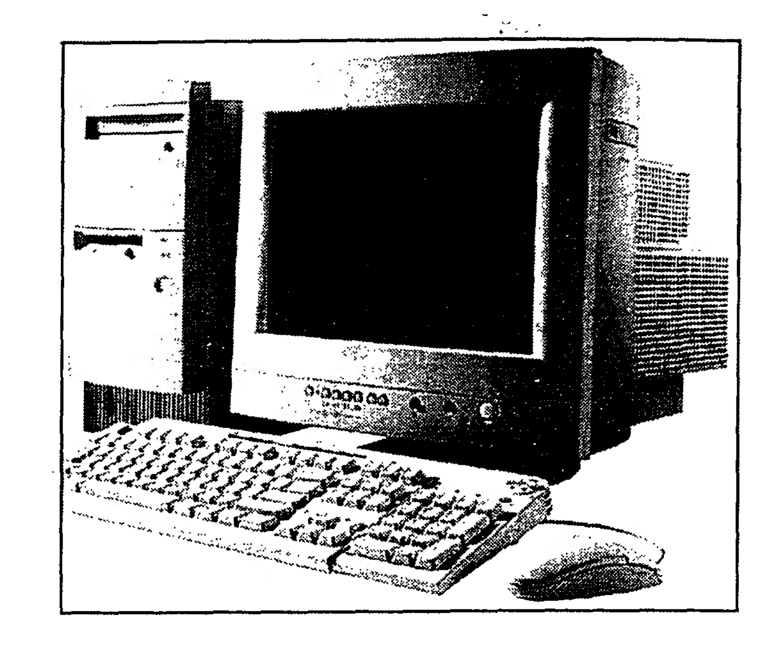
Selon Mme Labelle, le jugement est une bonne nouvelle pour toutes les petites communautés francophones du pays : «*Il facilitera le maintien de petites écoles et, dans d'autres situations, l'émergence de nouvelles écoles!*».

La Commissaire aux langues officielles, Dyane Adam, a aussi accueilli avec grande satisfaction le jugement de la Cour suprême. Selon Mme Adam, la décision aura des répercussions importantes au pays : «*Encore une fois, la Cour suprême reconnaît qu'on ne peut pas négliger l'importance de l'accès aux écoles dans leur langue pour les communautés de langue officielle*».

Enfin la Société Saint-Thomas d'Aquin, qui représente la communauté acadienne de l'Ile-du-Prince-Édouard, qualifie la décision d'historique.

Depuis le début des années 70 rappelle la SSTA, pas moins de 60 écoles acadiennes ont disparu du paysage scolaire de l'Ile et la communauté acadienne a subi d'importantes pertes à cause de l'assimilation : «*La décision de la Cour suprême nous permettra de redresser cette situation*» estime la Société, qui croit que d'autres régions acadiennes pourront maintenant avoir accès à une éducation en langue française.

Université virtuelle: fin des «travaux» en mars 2001



Ottawa (APF): La «construction» de l'université virtuelle francophone pancanadienne, actuellement en cours, bat son plein.

Le ministère du Patrimoine a annoncé le versement d'une subvention de 3,5 millions de dollars au Regroupement des universités de la francophonie hors Québec (RUFHQ), qui servira à acheter la «quincaillerie» multimédia nécessaire en vue du branchement informatique d'ici 2001 des universités et collèges de la francophonie canadienne.

Les fonds obtenus d'Ottawa permettront d'aménager 65 salles de classe multimédia dans près de 60 localités au Manitoba, en Alberta, en Colombie-Britannique, à l'Ile-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve et dans les trois territoires. A la demande du ministère du Patrimoine, l'université virtuelle sera aussi présente à Terre-Neuve par l'intermédiaire du Collège de l'Acadie en Nouvelle-Écosse, (il n'y a aucun d'établissement d'enseignement postsecondaire francophone dans cette province) de même qu'au Québec.

Le réseau est actuellement opérationnel en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, en Ontario et en Saskatchewan.

Les salles multimédia permettront aux étudiants francophones d'un bout à l'autre du pays de suivre des cours à distance et en direct qui seront communiqués par Internet, par vidéoconférence ou par audio-conférence. Les cours qui seront offerts par les différents établissements d'enseignement seront complémentaires, puisqu'il ne s'agit pas de dédoubler ce qui est déjà offert ailleurs au pays.

Selon le vice-recteur adjoint à l'enseignement de l'Université d'Ottawa, Denis Carrier, la prochaine étape consistera à financer ce qu'il appelle «le plan académique». Déjà, quelques programmes «en ligne» sont offerts aux étudiants ontariens notamment, mais l'objectif est évidemment d'en faire davantage.

La santé est le premier programme d'importance qui sera disponible de manière virtuelle au pays. L'Université d'Ottawa a déjà reçu 10 millions de dollars en 1999 pour créer un centre national de formation en santé et elle compte bien profiter de cette manne inespérée pour former à distance des professionnels de la santé en français.

Denis Carrier ne cache pas son enthousiasme : «*C'est une belle entreprise. On a l'impression d'être très utile*». Selon lui, «*les francophones sont en train de créer un modèle, quelque chose de nouveau*» avec cette université virtuelle.

Il reconnaît que des petits établissements d'enseignement ont pu se sentir menacés au début par un tel projet mais les contraintes budgétaires aidant, tous ont rapidement compris qu'il était dans leur intérêt de collaborer : «*Les contraintes budgétaires, c'est une réalité qui est plus que virtuelle*» dit à la blague M. Carrier.

De plus en plus de pression dans le secteur de santé

RAYMOND LAROCHE

Edmonton

Avec le projet du gouvernement provincial albertain de vouloir présenter un projet de loi qui semblerait favoriser la privatisation des soins de santé, à tout le moins élargir son champ d'action au détriment du système de santé publique, des groupes de pressions ainsi que des membres de l'Assemblée Législative font de plus en plus sentir leur présence.

Pour un, le groupe de lobbying *Friends of Medicare* présentait les résultats de deux sondages les 12 et 14 janvier derniers, sondages menés par la firme Viewpoints Research de Winnipeg auprès de 600 Albertains entre le 15 et le 19 décembre 1999. Des participants à ce sondage, 200 étaient résidents de Calgary, 200 d'Edmonton et 200 résidents vivant à l'extérieur de ces deux grands centres.

Il en ressort ,d'après les résultats de ces sondages, qu'une nette majorité des répondants sont opposés au projet du gouvernement provincial de privatiser une certaine partie des services médicaux publiques. 89% des répondant veulent un référendum sur le projet de privatisation, comparativement à 9,5% qui l'approuvent.

Interrogés sur la façon dont la province pourrait réduire l'attente des personnes nécessitant des soins, 80,6% des répondants favorisaient une plus grande injection de fonds dans le secteur de la Santé publique tandis que seulement 11,8% favorisaient le financement de cliniques privées à même les fonds publiques. 78% des répondants disaient d'ailleurs préférer une augmentation du financement dans la santé publique plutôt qu'une diminution de taxes. Et toujours selon les résultats de ce sondage, 50% des répondants s'opposaient au financement d'hôpitaux du secteur privé pour les opérations pratiquées généralement par le secteur publique, contre 38,3% qui disaient supporter la privatisation, par contre, seulement 24,4% de ces derniers continueraient à appuyer le projet de privatisation en sachant que le gouvernement pourrait financer le secteur privé à même les fonds publiques.

«Plus les gens en apprennent sur les propositions du gouvernement, moins ils aiment ça» disait la porte-parole de *Friends of Medicare*, Christine Burdett. «Après l'examen des résultats de ces sondages, il est facile de dire que le gouvernement n'a tout simplement pas la confiance des électeurs dans ce dossier. «Les Albertains ne croient pas que le premier ministre leur dit toute la vérité concernant les soins de santé» toujours selon Mme Burdett.

«Nous avons appris dernièrement que le Worker's Compensation Board a déboursé auprès de cliniques privées 4.5 fois plus que ce qu'il paie normalement dans les hôpitaux publiques. Ceci confirme la position du parti Néo-Démocrate qui soutient que des soins en secteur privé et à but lucratif coûtent plus cher» disait M. Raj Pannu.

«Le premier ministre induit les Albertains en erreur sur l'avenir des soins de santé. Il essaie très fort de rassurer les Albertains mais les actions de ce gouvernement au cours des dernières années semblent sonner plus fort que les paroles du premier ministre. Les conservateurs ont bousillé ce qui a déjà été un des meilleurs systèmes de santé au monde, et le projet de privatisation du premier ministre ne ferait qu'empirer cette situation. Ce projet est profondément dangereux» disait la présidente de la Fédération du travail de l'Alberta, Audrey Cormack.

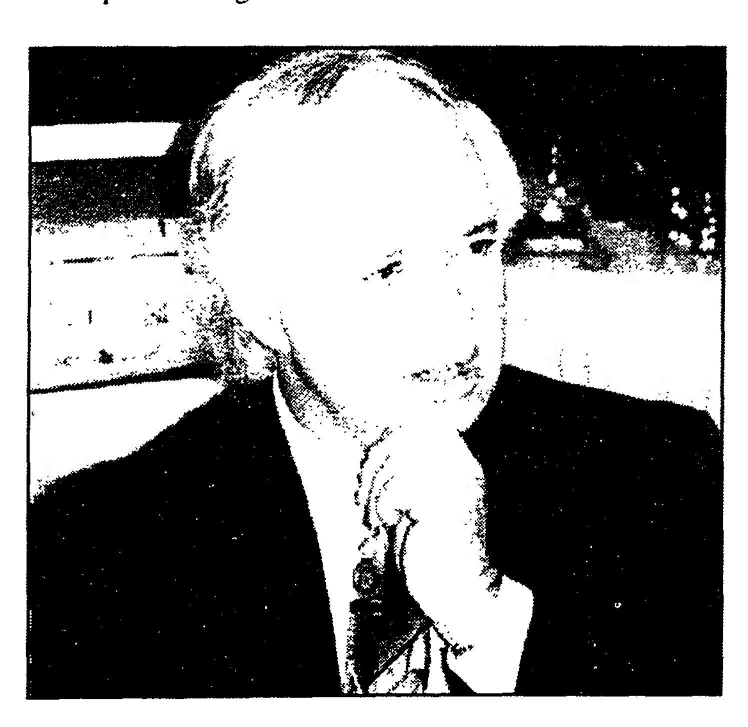
En même temps le 14 janvier dernier, le gouvernement pu-

suite en page 10...

Retraite de Georges Arès

Selon un communiqué de presse reçu le 14 janvier dernier, le directeur général de l'Association canadienne-française de l'Alberta, M. George Arès a annoncé qu'il prendra sa retraite à la fin du mois de janvier 2000.

M. Arès occupe le poste de directeur général de l'ACFA depuis janvier 1990. Il a également siégé à titre de président de l'ACFA de 1986 à 1989. Sous sa direction l'ACFA et la communauté franco albertaine ont profité de succès remarquables. Notons, entre autres, la négociation de deux ententes Canada-communauté, la mise en oeuvre de la gestion scolaire et la création du Secrétariat aux Affaires francophones du gouvernement de l'Alberta.



Afin de répondre aux nouveaux défis auxquels notre communauté fait face à l'aube de ce nouveau millénaire et afin de s'adapter à la réalité actuelle en faisant écho des attentes de la communauté franco-albertaine, l'Exécutif croit qu'une restructuration s'impose dans l'organisme porte-parole de la communauté francophone de l'Alberta.

Au nom de l'Exécutif, Mme Suzanne Dalziel, présidente de l'ACFA remercie sincèrement et chaleureusement M. Georges Arès pour son dévouement inlassable et les services rendus à la communauté francophone de l'Alberta. Nous lui souhaitons bon succès dans toutes ses nouvelles entreprises.

Aucun commentaire n'a été émis à ce jour par l'Exécutif de l'ACFA provinciale, par contre, plus d'information devrait être disponible au cours de la semaine du 24 janvier.

Dallas version albertaine... l'envers de la médaille

HÉLÈNE FLAMAND

Fort McMurray

Tout le pays a suivi avec attention l'annonce de la venue de Shell, du développement de la mine Muskeg au début de décembre 1999, des perspectives alléchantes d'emplois et de nombreux barils de brut. Lors de sa rencontre du 11 janvier dernier, le Community Network, qui regroupe les organismes à but non-lucratif ainsi que diverses entreprises oeuvrant de près ou de loin dans le domaine de la santé et de l'éducation, discutait d'un tout autre menu.

Parmi la trentaine de participants qui avaient pour tâche de définir les priorités de Fort McMurray en cette première année du millénaire, d'aucuns s'inquiètent du nombre alarmant de personnes non-marginales qui trouvent actuellement refuge à l'Armée du Salut, faute de trouver un logis abordable, une situation qui devrait aller en s'aggravant à mesure que se concrétisera le « boom » attendu.

D'autres ont exprimé certaines réserves quant à la planification municipale en vue de l'arrivée massive de nouvelles familles et de l'impact qu'elles auront sur le tissu social déjà fragile de la municipalité. Les participants n'ont pas vraiment pu départager leurs inquiétudes tant elles semblent se recouper à différents niveaux : le coût de la vie qui fait en sorte qu'un salaire raisonnable dans une autre région ne puisse pas toujours permettre à une famille moyenne de vivre confortablement, la contraignant au temps supplémentaire ou au double emploi, aux services de garde parfois insuffisants ou inadéquats avec les conséquences possibles au niveau de la négligence, de la piètre qualité de vie, de l'excès de stress et du manque de loisirs. L'isolement des familles, qui à Fort McMurray viennent presque toutes d'ailleurs, et l'effritement des programmes sociaux, éducatifs et préventifs (qui n'est d'ailleurs pas uniquement le lot de Wood Buffalo) en font réfléchir plus d'un. Le manque de bénévoles à tous les niveaux est une des préoccupations majeures de tous les organismes.

Le plus inquiétant demeure encore la sonnette d'alarme tirée par Georges McBeth, superviseur d'AADAC à Fort McMurray, à propos de la montée de la consommation des drogues dures (principalement du crack et de la cocaïne), comme en témoigne le nombre grandissant de demandes pour ses services, tant chez les adultes que chez les jeunes.

Plusieurs de ces personnes s'étaient vues offrir la thérapie « Greyhound » : elles proviennent d'autres régions et se sont vues offrir un billet d'autobus pour une localité où elles connaissaient quelqu'un. Donc ces personnes arrivent au terminus Greyhound de Fort McMurray sans logement et sans le sou, avec des problèmes d'abus de substance et aucune connaissance des ressources disponibles.

Une intervenante du programme de mentorat SASP (Personal Support Network) a même avancé que sur 160 jeunes référés l'an dernier, seulement deux ou trois n'avaient jamais consommé de drogues (douces ou dures) ni d'alcool. Et pour ces rares exceptions, la pression serait forte...M. McBeth a également souligné que, parallèlement, les vols par effraction (commis tant par des adultes que des jeunes) semblent aussi en hausse. On se rappelle qu'au mois d'août dernier, un homme dans la quarantaine a été accusé de trois vols à main armée (effectués dans le même secteur, dans la même semaine et en plein jour!) : il avait besoin d'argent pour satisfaire sa dépendance. Il faut cependant replacer ces informations dans leur contexte : les problèmes sociaux dont on vient de faire l'étalage demeurent le lot de la minorité. Elles sont cependant l'indication d'un malaise certain.

ÉDITORIAL

Le conseil scolaire dé ... Mar ... re!

On se souviendra qu'au mois de mai 1999, l'ancien ministre de l'Éducation, M. Gary Mar, annonçait qu'il acceptait les recommandations du comité chargé d'étudier les préoccupations reliées à la gestion scolaire francophone et qu'une formule de financement modifiée pour l'éducation francophone serait mise en oeuvre à compter de septembre 1999. On se souviendra aussi que cette annonce contredisait un projet qui avait pour but de rassembler les Conseils scolaires en une autorité. Le ministre avait à l'époque fait marche arrière devant l'opposition à ce projet.

Et bien, le 10 janvier dernier, « les parents d'élèves fréquentant les écoles francophones de Calgary et de Lethbridge se rendaient aux urnes afin d'élire leurs représentants au sein de ce nouveau conseil scolaire. » Le fait que 40% des électeurs/rices se soient déplacé(e)s pour l'occasion démontre que l'éducation francophone reste un sujet d'actualité et que les parents prennent l'éducation de leurs enfants au sérieux.

D'ailleurs comment ne pas se réjouir du fait que Calgary ait enfin obtenu sa gestion scolaire et que le travail va bientôt pouvoir commencer, quand on sait que dans d'autres parties du pays, certains se battent encore pour l'obtention d'une simple école française. Le dernier jugement de la Cour suprême qui donne raison aux parents francophones de Summerside de l'Île du Prince-Édouard renforce encore l'idée que l'Alberta est très avancée en matière d'éducation francophone et de gestion scolaire.

Lors de ce dernier jugement, la Cour suprême a rappellé que « l'article 23 a un caractère réparateur qui a pour but de remédier à l'érosion historique progressive des minorités et à faire des deux groupes linguistiques des partenaires égaux dans le domaine de l'éducation, à remédier à des injustices passées et à assurer à la minorité linguistique officielle un accès égal à un enseignement de grande qualité dans sa propre langue et dans des circonstances qui favoriseront son développement. »

Il est évident que les personnes élues à Calgary auront un certain nombre de défis à relever et que certains dossiers nécessiteront une attention toute particulière mais ils devront surtout se rappeler que la lutte n'aura pas été vaine et que le fait de pouvoir assurer un niveau d'éducation de qualité, n'est pas seulement une question de droit mais aussi une question d'égalité. Pour le moment, on ne peut que souhaiter bonne chance à tous les nouveaux élus.

Nathalie Kermoal



COURRIER DES LECTEURS

Madame la directrice,

Permettez que j'exprime la déception que j'éprouve en parcourant *Le Franco* du 17-23 décembre 1999. Devant l'ampleur du concert Gala de Noël, organisé à l'occasion des célébrations de l'année de la francophonie et qui a su rassembler une foule de douze cents francophones et francophiles de la ville, fait assez remarquable, j'aurais cru voir un tel événement communautaire figurer en première page, tout au moins, pas en fin de journal, et pourquoi pas côte à côte avec le colloque sur le peuple canadien, adressé à un petit groupe d'élites.

L'événement célébré au théâtre Winspear en l'honneur de l'année de la francophonie aurait, à mon avis, mérité une publicité plus représentative d'une activité réalisée dans notre communauté francophone, et à quel prix! Je regrette surtout que *Le Franco* n'ait pas cru devoir capter sur scène une photo des 175 voix exécutant la grande finale des Noëls français accompagnées par la fanfare militaire des forces armées canadiennes.

Je vous remercie de bien vouloir prendre ce commentaire en bonne considération et puisse-t-il contribuer à éviter de futures omissions touchant à la fibre même de notre communauté francophone albertaine.

Une lectrice fidèle,
Thérèse Potvin, s.a.s.v.
Edmonton

Chère soeur Potvin,

Je vous remercie d'avoir pris le temps de nous écrire. Je comprends tout à fait votre déception concernant l'événement que vous mentionnez dans votre lettre mais croyez bien que la notre était aussi de taille. En effet, nous étions sur place afin de couvrir le dit événement et nous avions en tête de mettre une photo en Une suivie du texte un peu plus loin dans le journal (l'espace dans un journal est déterminé par la publicité vendue car c'est elle qui nous permet de rentabiliser le journal et c'est encore elle qui détermine le nombre de page par édition).

Hélas, une fois développées, les photos n'étaient pas bonnes. Malgré nos efforts pour trouver des photos que d'autres personnes auraient prises lors de la soirée, nous avons finalement dû nous retrancher à ne publier que le texte. Ce genre d'incident fait partie des aléas du métier.

Je vous remercie de l'intérêt que vous portez au journal et je vous prie d'agréer, chère soeur Potvin, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Nathalie Kermoal

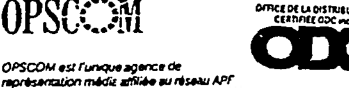
Directrice: **Nathalie Kermoal**
Adjointe Admin.: **Micheline Brault**
Infographiste: **Charles Adam**
Journaliste: **Raymond Laroche**

267, rue Dalhousie
Ottawa (Ontario) K1N 7E3
Téléphone : (613) 241-5700 ou 1-800-267-7266
Télécopieur : (613) 241-6313

APF Association de la presse francophone



Fondation Donatien Frémont, Inc.



OPSCOM est l'unique agence de représentation média affiliée au réseau APF

Office de la distribution certifiée ODC inc.

Le Franco est membre de l'APF. Au niveau national, il est représenté par OPSCOM.

Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta



#201, 8527 - 91e rue, Edmonton (AB) T6C 3N1
téléphone: 780-465-6581 télécopieur: 780-469-1129
Adel: lefranco@francalta.ab.ca

Correspondants:

Calgary
Suzanne de Courville Nicol
Alain Bertrand
Centralta
Denise Hart
Fort McMurray
Hélène Flamand
Grande Prairie
Alyre Morin
Bonnyville/Cold Lake
Michel Raymond
Plamondon
Joël Lavoie
Denise Lavallée
Red Deer
Serge Gingras
Rivière-la-Paix
Noëlla Fillion
Patrick Henri
Saint-Paul
Michele Routier

Un jeune adolescent de Saint-Albert victime de la méningite

RAYMOND LAROCHE

Edmonton

Pour plusieurs le nom de Ryan Allan William Ziehlke était celui d'un adolescent comme les autres, mais pour des centaines de jeunes albertains et albertaines francophones, c'était le guitariste et claviériste du groupe musical *La Source* qui a représenté l'Alberta lors des premiers jeux francophones l'été dernier à Memramcook au Nouveau-Brunswick. Un jeune sans problèmes, animé d'une joie de vivre communicative qui avait su par son attitude, mériter le respect de tout son entourage.

C'est un cas de méningite très rare qui a été la cause du décès de ce jeune passionné de musique de 17 ans qui fréquentait l'école d'immersion française Ste Marguerite d'Youville de Saint-Albert. De tous les commentaires recueillis auprès de son entourage ou encore auprès de FJA avec qui il entretenait de très bonnes relations, il aura au moins vécu jusqu'à ce temps, sa vie de façon intense et heureuse.

Tout le personnel du journal *Le Franco* désire offrir à sa famille ainsi qu'à tous ses proches ses plus sincères condoléances.

photo: FJA



Ryan, premier à droite, en compagnie des autres membres du groupe

Nouvelle agente de développement à Centralta

DENISE HART

Legal

Au bureau de la Régionale de Centralta, ça bouge. Il faut envoyer la programmation au ministère du Patrimoine canadien, suivre le dossier de construction du nouveau centre scolaire communautaire, continuer le dossier des murales, supporter le comité tourisme, et à travers tout cela, un nouvel agent de développement arrive. Le 4 janvier dernier, Myriane Doucet se pointe aux bureaux de la régionale de Centralta pour sa première journée de travail comme nouvelle agente de développement communautaire. Myriane est bien connue des membres de Centralta et de la francophonie de l'Alberta. Elle a travaillé à la régionale en 1998/99, au secteur culturel, ainsi qu'à titre d'agent de liaison au bureau provincial de février 1999 à janvier 2000. Et ses buts sont d'assurer un bon suivi des dossiers existants. Puisqu'elle travaille à plein temps, elle pense pouvoir être plus présente physiquement à St-Albert pour créer des partenariats avec les gens qui sont intéressés à recevoir des spectacles et à développer le secteur culturel



dans cette ville.

Les défis ne manquent pas mais Myriane se dit très heureuse de ses deux premières semaines de travail. Un des nouveaux avantages de sa nouvelle position est certainement la fin du long trajet à Edmonton qu'elle n'a plus à faire chaque matin. Les gens de la communauté francophone de Centralta sont heureux de l'accueillir.

Les objets sacrés des Premières Nations rentrent au bercail

SUZANNE DE COURVILLE NICOL

Calgary

Le 14 janvier dernier, lors d'une cérémonie historique se déroulant au Musée Glenbow à Calgary, le premier ministre de l'Alberta, Monsieur Ralph Klein, promettait de faire adopter sans délais, le projet de loi nécessaire afin de permettre le rapatriement de tous les artefacts autochtones sacrés, présentement conservés dans des musées de l'Alberta, aux communautés autochtones appropriées.

Monsieur Klein y allait de son engagement personnel devant un auditoire de plus de deux cents invités spéciaux, chefs et leaders des Premières Nations des communautés des Pieds-Noirs en présence, soit les Siksika, les Frères du sang et les Peigan. Lui-même un chef honoraire de la tribu des Frères du sang qui lui a conféré le nom de «I-pom-o'kitopi (Rides Across the River), le premier ministre débutait d'ailleurs son discours en langue Pieds-Noirs. « Je félicite la nation Pieds-Noirs et le Musée Glenbow pour leur patience et leur leadership tout au long de ce nouveau processus, disait Monsieur Klein. «Grâce à eux, nous sommes bel et bien en route vers une entente historique et permanente concernant ces objets importants » déclarait-il avant de signer un document retournant 251 objects cérémoniaux détenus par le Musée Glenbow à la Confédération des Pieds-Noirs, leur lieu d'origine.

Plusieurs objets sacrés, tels que les pipes de médecine et paquets spirituels (bundles), furent vendus aux musées dans les années 1950 et 60, à cause des pressions sociales du temps et aussi du désespoir de certains autochtones, qui voyaient leur identité culturelle et spirituelle. Les années 90 ont vu naître une réaffirmation de cette identité au sein des premières nations, occasionnant une vague de pressions pour le rapatriement de leurs objets sacrés.

« Le retour de ces objets est aussi important pour la nation des Pieds-Noirs que celui de pages perdues de la Bible pourrait l'être pour les chrétiens, s'il n'existait qu'un seul livre de ce genre au monde, » déclarait Bruce Wolf Child, aîné de la tribu des Frères du sang.

« Les objets sacrés sont le point central de notre identité culturelle et notre sens des valeurs personnelles», de dire ensuite Frank Weasel Head, leader traditionnel spirituel de la tribu des Frères du sang. «Sans ceux-ci, nous oublions qui nous sommes et nous perdons notre chemin dans le monde ».

En 1992 un comité d'étude établi par l'Association des musées canadiens et l'Assemblée des Premières Nations, recommandait que les musées augmentent l'accès aux collec-

suite en page 9...

Régional en bref

Calgary

Semaine nationale sans tabac

La semaine du 17 au 22 janvier a été décrétée par la Société canadienne du cancer comme semaine nationale pour un avenir sans tabac. La Société canadienne du cancer est un organisme bénévole national, à caractère communautaire, dont la mission est l'éradication du cancer et l'amélioration de la qualité de vie des personnes atteintes de cancer. Aux quatre coins du Canada, les 350 000 bénévoles de la Société canadienne du cancer, appuyés par ses quelque 450 employés, mettent en œuvre des programmes d'éducation populaire, fournissent des services aux personnes touchées par le cancer ainsi qu'à leur famille, encouragent l'application de politiques efficaces en matière de santé publique et organisent des activités de souscription.

Edmonton

La semaine nationale de ski et de surf des neiges partout au Canada

La semaine nationale de ski et de surf des neiges (snss) se tient toutes les années depuis plus de 20 ans. Son objectif est de célébrer la saison la plus populaire pour des millions de Canadiennes et Canadiens: l'hiver! Chaque année, à la mi-janvier, les gens sont conviés à se rendre dans une des stations de ski et de surf des neiges de leur région pour découvrir les plaisirs illimités qu'offre l'hiver. La Semaine nationale de ski et de surf des neiges qui se tient cette année du 15 au 23 janvier, offre une foule d'activités organisées dans les stations de ski du Canada. En Alberta par exemple, le Club de ski d'Edmonton offre ses billets à raison de 2 pour le prix d'un, et Ski Jasper organise son *Festival en Janvier* annuel. Ce ne sont là que quelques exemples. Des informations plus spécifiques sur la Semaine nationale du ski et du surf des neiges sont disponibles sur les sites officiels du Conseil canadien du ski au www.skicanada.org et www.canadasnowboard.org .

Artistes albertains demandés

La Société des aéroports d'Edmonton lance un concours en deux étapes aux artistes albertains pour la réalisation d'une illustration rattachée à l'aérogare sud-est de l'aéroport international d'Edmonton. Le comité artistique de la Société a comme mission de consolider par ce projet, les objectifs historiques, sociaux et économiques qui ont déjà été élaborés par la Société des aéroports d'Edmonton. Le concours a été lancé le 13 janvier, et une session d'information d'une demie journée aura lieu à 13h00, le 26 janvier au Nisku Inn pour toutes les personnes intéressées. La date limite pour la présentation de soumissions pour la première étape du projet est le 29 février 2000, à 16h00. La deuxième étape du projet sera lancée le 15 mars 2000 , et la date limite pour l'envoi des soumissions sera le 6 avril 2000. Une trousse d'informations complète concernant ce projet est disponible au www.edmontonairports.com ou auprès de Traci Bednard au 780-890-8055.

Bal de l'Amicale Saint-Jean

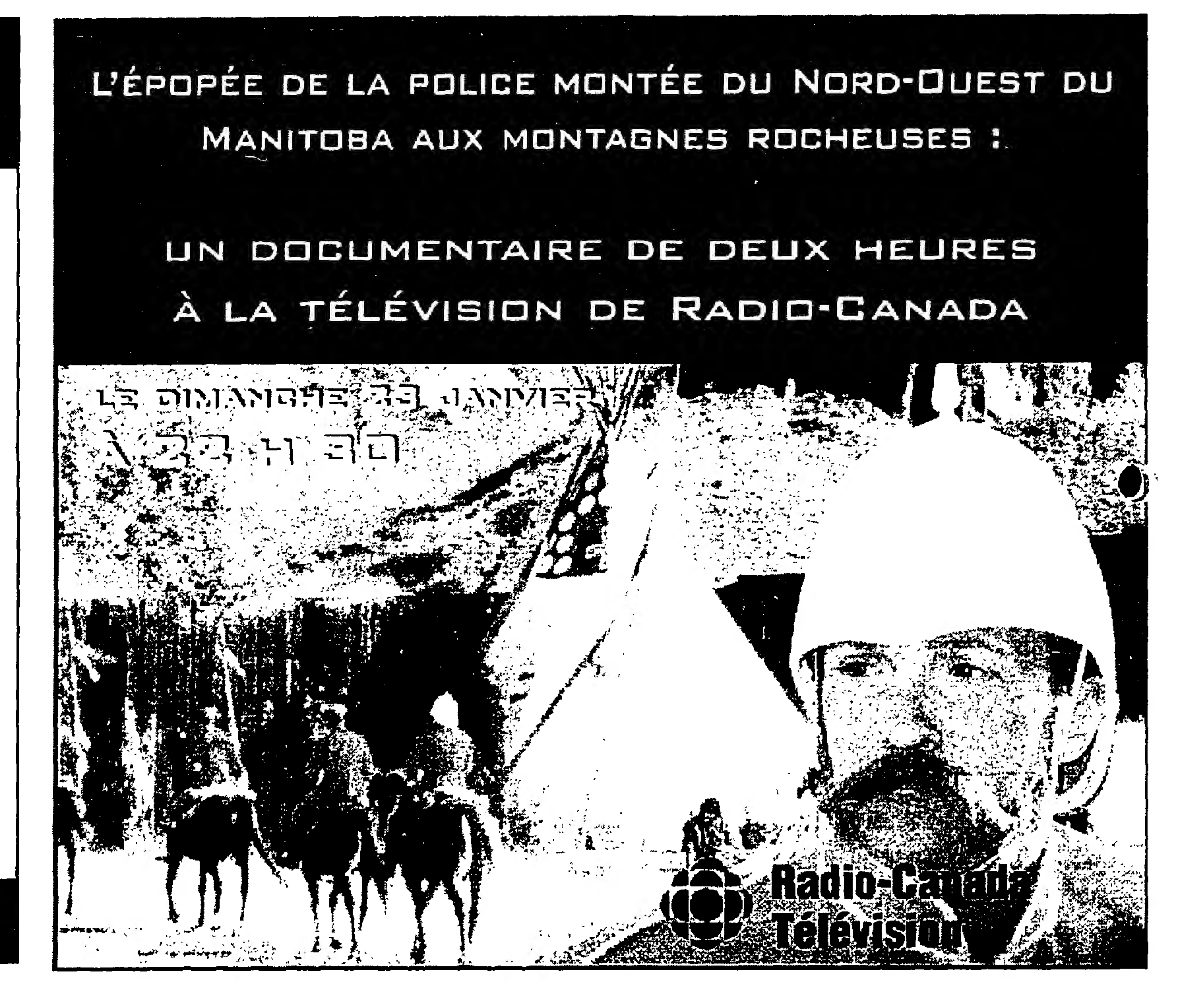
C'est samedi le 5 février prochain que se tiendra le Bal annuel de l'Amicale de la Faculté Saint-Jean au Faculty Club de la University of Alberta (11435 Saskatchewan Drive) à compter de 18h00. L'Amicale Saint-Jean regroupe les anciens(es) et les ami(es) de la Faculté Saint-Jean sous la présidence de Madame Claude Roberto. Les billets sont en vente à la librairie Le Carrefour, ou pour plus d'informations, 465-8706.

Encore un mois pour vous inscrire à l'École Nationale de Théâtre du Canada

La période d'inscriptions aux auditions et concours de l'École nationale de théâtre (ÉNT) pour l'année scolaire 2000-2001 est en cours jusqu'au 15 février. L'an dernier, 1225 candidats se sont inscrits pour l'un ou l'autre des quatre programmes offerts en français et en anglais, soit : Interprétation, Écriture dramatique, Scénographie et Production. 54 nouveaux élèves ont été admis. Établie à Montréal depuis 1960, l'École nationale de théâtre est la seule institution au Canada exclusivement vouée à la formation professionnelle en français et en anglais, des différents métiers de la scène. L'ENT est une institution privée à but non lucratif. Elle définit elle-même ses programmes de formation et son fonctionnement quotidien en tenant compte des besoins du milieu théâtral. Les personnes intéressées à obtenir la brochure d'inscription peuvent téléphoner à l'École au 1-514-842-7954, ou écrire à info@ent-nts.com. Les renseignements nécessaires à l'inscription sont également disponibles au www.ent-nts.com

Souper-bénéfice

L'Ecole enfantine, une prématernelle francophone, organise un souper-bénéfice avec un encan silencieux dans le but d'amasser des fonds pour les besoins de l'école et pour son éventuel déménagement. L'Ecole enfantine est un organisme à but non-lucratif. Elle est administrée par un conseil exécutif composé de parents qui dépend de collectes de fonds pour l'emploi d'une éducatrice ainsi que pour subvenir aux besoins de l'école. Ce souper-bénéfice se tiendra au Centre culturel Saint-Basil, le 12 février 2000. Pour plus d'infor-mations, Collette Rodrigue au 780- 929-2799, ou Nathalie Dumaresq au 780-929-8837.



Chronique du millénaire*
La Peste Noire

CLAUDE COUTURE

Edmonton

1348: probablement l'année la plus « noire » de l'histoire du Moyen Âge. Ce fut l'année de la Grande Peste ou, justement, de la Peste Noire. Toutefois, la peste n'était pas une nouvelle maladie apparaissant soudainement en 1348. Les historiens ont évalué à quarante le nombre d'épidémies de peste avant l'ère chrétienne. C'était donc une très vieille maladie qui fut de plus évoquée dans des textes célèbres, dont la *Bible*, *L'Iliade* et l'*Énéide*. Par ailleurs, la



première pandémie pestueuse de l'ère chrétienne fut au VIe siècle après Jésus-Christ. Mais rien ne fut comparable à la Grande Peste de 1348.

Venue, selon les historiens, de l'Inde, elle atteignit la Méditerranée en 1346, et de 1348 à 1353, elle fit 25 millions de victimes en Europe, soit au moins le quart de la population européenne. L'année 1348 fut particulièrement horrible. Les chroniqueurs, comme Geoffrey le Baker, d'Oxford, ont laissé des descriptions accablantes de villages presque entièrement décimés, où les cadavres étaient empilés avant d'être brûlés. Si une période du Moyen Âge a pu ressembler à la fin du monde, ce fut certainement au cours de la Grande Peste de 1348.

Moins virulente après 1353, la peste réapparut à plusieurs reprises en Europe, notamment en 1575-1577 à Venise, en 1628 à Lyon, à Londres en 1665, à Marseilles en 1720. Ailleurs, on note des épidémies importantes à Istanbul en 1839, en Égypte en 1844, finalement en Chine en 1894. C'est là qu'Alexandre Yersin, un scientifique français, découvrit le bacille – ou germe – responsable de la peste. En 1898, un autre scientifique, P.L. Sismond, démontra que la transmission se faisait par des puces infectées, qui elles-mêmes infectaient des rats, qui à leur tour infectaient les humains, l'infection se faisant, dans le cas de la peste pulmonaire, par voie respiratoire.

Mais pour en revenir à la Grande Peste de 1348 ou Peste Noire, celle-ci laissa une impression indélébile d'horreur. À l'horreur même de la maladie, s'ajouta l'horreur des guerres, notamment la Guerre de Cent Ans entre la France et l'Angleterre qui débuta en 1340 et qui fera l'objet de notre prochaine chronique.

Cette chronique est diffusée à CHFA, les jeudis (aux deux semaines) à partir de 16h30 dans le cadre de l'émission 2000 à l'heure animée par Danyèle Lacombe.

La bouquinerie

Garage Molinari de Jean-François Beauchemin

Québec Amérique

C'est un personnage complexe que nous présente Jean-François Beauchemin dans le *Garage Molinari*. Jérôme, un orphelin débutant, incroyant et traumatisé par les robinets cherche le sens de la vie. Marqué très tôt par la vie, il se retrouve chef de famille dans un HLM de quartier pauvre, riche en souris et en cancrelats.

L'univers de Jérôme, ce sont les trains rentrant dans la gare, les jurons des ouvriers qui déchargent les wagons, les oiseaux qui chantent faux, le miaulement des chats de gouttières et aussi la bonté et le rire des gens de son quartier.

Il n'a pas toujours le moral et souffre parfois d'insomnie mais au lieu de voir seulement la misère et la dureté de la vie, Jérôme reste attentif aux choses qui amènent le bonheur. De même, au lieu d'un discours découragé et aigri, il a un optimisme et une acceptation, sans jugement, des faits. Il y a aussi une compassion pour les gens et leurs faiblesses et une absence de rancune qui font que la lecture de ce livre nous laisse plus songeur que triste.



Tout doucement, au cours des jours, les grandes questions de l'existence sont abordées. L'existence de Dieu, le ciel, le but de la vie, le devoir parental et surtout la mort dominent ce roman. Jérôme demande: « Ce n'est pas pour continuer sur la question du trépas, mais vous croyez vraiment qu'il existe une vie prochaine après la vie en vigueur? » Jérôme, comme nous tous, est sujet aux angoisses et à la peur de ne pas être à la hauteur. De toutes façons dit Jérôme:

L'ennui avec nous autres les réalistes c'est qu'on n'arrive pas à croire à une vie prochaine. Pour nous les réalistes tout doit se jouer dans cette vie-ci, autrement c'est fichu pour le bonheur, on ne peut pas se reprendre une fois raide mort. Mais une vie, une seule vie, quand on n'a pas la compétence très aiguisée ça ne laisse pas beaucoup de temps.

Il faut donc apprendre à reconnaître le bonheur et à en profiter quand il passe. Une leçon donc pour nous tous qui ne savons pas où le trouver.

En fin de compte, *Garage Molinari* est un livre philosophique mais où la philosophie est donnée en petites doses faciles à absorber. Jean-François Beauchemin utilise une langue simple pour aborder des questions complexes et éternelles. La manière de décrire et d'aborder les choses ainsi que la juxtaposition des images font le charme de ce roman.

Appel d'offres
Organisation de colloques

Le Secrétariat provincial de l'Association canadienne-française de l'Alberta est à la recherche d'une personne ou d'un groupe de consultant.es intéressé.es à déposer une soumission en vue de l'organisation de colloques.

La personne ou le groupe de consultant.es choisi.e devra être en mesure d'accomplir les tâches suivantes:

- Coordonner l'organisation de colloques en collaboration avec les membres d'un comité organisateur;
- Préparer le document de discussion avec le comité organisateur du colloque;
- Animer les discussions et trouver des animateur.trices pour les différents ateliers;
- Animer la plénière ;
- Préparer le rapport final ;

Les soumissions devront être déposées au plus tard le 4 février à 16h30 à l'adresse suivante:

Secrétariat provincial de l'ACFA
8527-91e rue
Edmonton (Alberta)
T6C 3N1



Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec Lyne Lemieux au 780-466-1680 ou par télécopieur au 780-465-6773 ou par courrier électronique au l.lemieux@francalta.ab.ca

(Nations) suite de la page 5...

tions pour les autochtones. Cette recommandation fut réitérée en 1996 dans le rapport de la Commission Royale sur les Peuples Autochtones, préconisant le transfert d'objets sacrés et cérémoniaux à leurs lieux culturels d'origine.


photo: Suzanne de Courville Nicol

Allen Pard de la nation Peigan remerciait le Musée Glenbow pour « ... avoir poursuivi cette initiative de rapatriement de façon si aggressive pour les Pieds-Noirs. »

L'ancien président du Musée Glenbow, Monsieur Robert Janes, déclarait que ce rapatriement souligne la reconnaissance du fait que « ... nous devons respecter les sentiments et traditions des autres cultures et non pas décider en leur nom, ce qu'il y a de mieux pour eux. »

« C'est mon projet personnel pour le nouveau millénaire », affirmait Ralph Klein. « C'est aujourd'hui une journée très spéciale, car nous faisons la bonne chose au bon moment. »

Pour sa part, Peter Strikes With A Gun confiait qu'il se souvient du grand vide émotionnel et spirituel qu'il a ressenti en 1951, lorsque des objets sacrés furent vendus et qu'il les croyait perdus à jamais. Le Chef de la nation Peigan et sa femme Jeannine Provost, deux des invités spéciaux témoins de cet événement historique, se sont dit heureux et encouragés par cette initiative marquant un nouveau tournant en ce début de millénaire.





(santé) suite de la page 3...

bliait aussi les résultats de son propre sondage qui avait pour but de connaître le sentiment de la population en ce qui a trait aux propositions de changements dans le secteur de la Santé. Une des questions posées demandait aux Albertains jusqu'à quel point ils supportaient leur gouvernement pour le projet qui consisterait à diriger plus de patients vers les cliniques privées dans le but de désengorger les listes d'attente de patients pour des chirurgies, et dans le but aussi de rendre tout le secteur santé plus efficace. Il appert que 59% des répondants supportent le projet.

D'un autre côté, 73% des répondants ont dit vouloir recevoir plus d'information de la part du gouvernement.

«Bien que les Albertains démontrent très clairement leur soutien au projet, il semble y avoir encore une crainte injustifiée de la part des citoyens d'avoir à payer plus cher pour des services donnés en dehors du secteur publique» disait le premier ministre. «Néammoins, nous continuerons à donner aux citoyens les informations nécessaires à une meilleure compréhension du projet».

On peut sans doute faire dire ce qu'on veut à un sondage, mais il en reste que certaines questions posées clairement obtiennent toujours une réponse claire. Si on veut comparer deux sondages, il faudrait comparer les questions qui y sont posées et ne pas comparer des pommes avec des oranges. Par contre ce qu'il semble en ressortir dans ce cas-ci, c'est que les résidents ne sont peut-être pas encore prêts pour ce projet, ou du moins, pas avant de savoir ce que ceci va leur coûter et quelles seront les conséquences à long terme de ces transformations.

DÉCÈS LE HÉNAFF

Est décédé le 27 décembre dernier, à l'âge de 86 ans, M. Auguste Le Hénaff résident d'Edmonton depuis 1996, autrefois de Peace River, Alberta et de Taylor Colombie-Britannique.

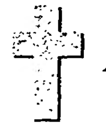
Il laisse dans le deuil son épouse depuis 54 ans Yvette; une fille, Marie-Joëlle (Jean-Claude) Giguère d'Edmonton; un petit-fils, Éric (Lisa) Giguère de Waterloo, Ontario; une petite-fille, Anik Giguère-Biollo (Michael Biollo) de Rocky Mountain House, Alberta et une arrière petite-fille. Il fut précédé dans la Maison du Père par trois frères.

Les funérailles de M. Le Hénaff ont été célébrées le 31 décembre dernier à l'église Saint-Thomas d'Aquin d'Edmonton.

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service, LE FRANCO vous offre une chronique de petites annonces.
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines Plus de 20 mots: 0,10 $ de plus par mot. Annonces encadrées: 3,50$ de plus. Vous devez ajouter 7% (TPS).
Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste avant le lundi midi (12h00). Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 780-465-6581 avant le lundi midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

LE FRANCO 201, 8527 - 91e Rue Edmonton (AB) T6C 3N1
Tél.: 780-465-6581



PRIÈRES

Nous désirons informer nos lecteurs que vous pouvez faire publier la PRIÈRE AU ST-ESPRIT, la PRÈRE ST-JUDE et la PRIÈRE à Mère Téresa. Vous devez inclure avec votre demande la somme de 26,75$ (TPS incluse). N'oubliez pas d'inscrire vos initiales. Retournez le tout à:

LE FRANCO
8527, 91e Rue
Edmonton (AB)
T6C 3N1



Nettoyage de tapis, fauteuils et plafonds avec le système
Fabri Zone

Tapis nettoyés, purifiés et secs en dedans de 2 heures

J.-M. Cadrin
8829 - 95e Rue
Edmonton, Alberta
T6C 3W6

Service (24 heures)
426-6625
Rés.: 468-3067
Téléc.: 463-2514

MÊMES PROBLÈMES
UNE SOLUTION
LA SOLIDARITÉ



1-888-234-8533
www.devp.org



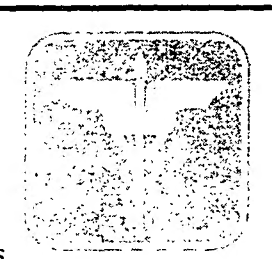
Leduc Chrysler Jeep

Récipiendaire du prestigieux
"PRESIDENT'S CHALLENGE AWARD"
pour l'excellence des ventes, de la vente des pièces et du service après vente, représentant la plus haute distinction pour la satisfaction complète de la clientèle!

LUC DOUCET, représentant des ventes, Tél.: rés.: 986-0262
FRANÇOIS THIBAULT, représentant des ventes, Tél.: rés.: 986-2344

6102 46A Rue Leduc (AB) T9E 7A7
Tél: 986-2051 - sans frais 1-800-355-8933, Fax: 986-1486

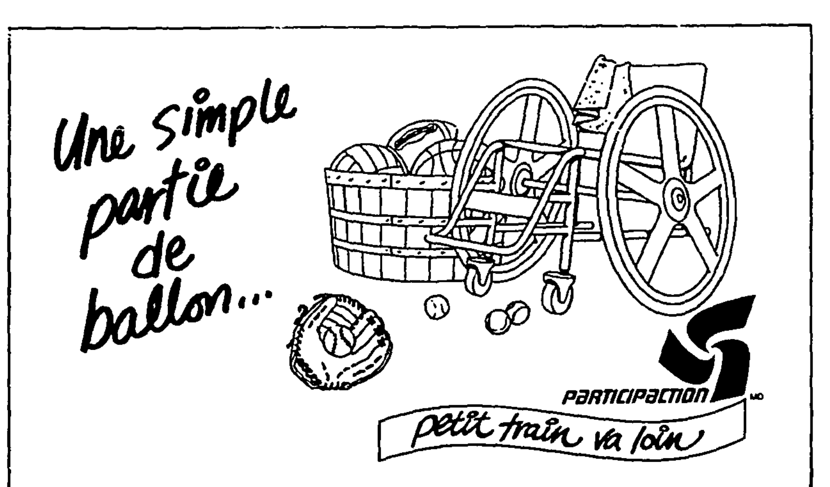
Petit ou gros bobo



Le Secteur santé à votre service

- Répertoire de professionnel.les
- Réseautage
- Page Web
- Renseignements, ressources
- Promotion des services sociaux et de santé en français

ACFA provinciale
Diane Conway, directrice, Secteur santé
(780) 466-1680 poste 208
www.francalta.ab.ca/acfa/sante
sante@francalta.ab.ca



Paroisses francophones

Messes du dimanche

CALGARY

Ste-Famille
1719- 5 Rue S.O
samedi: 17h
dimanche: 10h30

CENTRALTA

Legal
Paroisse St-Emile
Dimanche: 9h30

St-Albert
Chapelle
Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

EDMONTON ET ALENTOURS

St-Thomas d'Aquin
8410-89e Rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h

Immaculée-Conception
10830-96e Rue
Dimanche: 10h30

St-Anne
9810-165e Rue
Dimanche: 10h30

Paroisse St-Joachim
9928-110e Rue
Dimanche: 10h30

Beaumont, St-Vital
4905-50e Rue
Dimanche: 9h30

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

ST-PAUL

1er, 3e et 5e samedi
à 19h30
Dimanche: à 9h30

Connelly McKinley Ltd.

Salon Funéraire



10011 - 114e Rue
Edmonton, Alberta
422-2222

9, Muir Drive
St-Albert
458-2222

256, rue Fir
Sherwood Park
464-2226

Le Franco sur le Net:
www.francalta.ab.ca/communic.htm

Century 21
A.L.L. Stars Realty Ltd.
312 Saddleback Road
Edmonton, Alberta T6J 4R7
Bureau 403-434-4700
Téléc.: 403-436-9902
Courriel: c21edm@aol.com

Paulette Maltais, B.Ed., M.A
AGENTE IMMOBILIÈRE

DR R.D. BREAULT

D E N T I S T E

Strathcona Medical Dental Bldg.
Pièce 302, 8225- 105e Rue, Edmonton, Alberta T6E 4H2
Tél.: 780-439-3797

Dr J. Georges Sabourin

B.A., M.D., F.R.C.S.(C)

303 Hys Centre • 11010- 101e Rue
Edmonton, Alberta T5H 4B9

Obstétricien **Tél.:780-421-4728** *Gynécologue*

CADRIN DENTURE CLINIC

Bernard Cadrin
Édifice G.B. 9562- 82e Avenue
Edmonton, Alberta T6C 0Z8
Entrée ouest, plancher principal

Bur.: 780-439-6189 *Rés.: 780-465-3533*

Dr Léonard Nobert

Dentiste

54 rue St-Michel, St-Albert, Alberta T8N 1C9
Téléphone: 780-459-8216

DR COLETTE M. BOILEAU-GAUTHIER

DENTISTE

350, West Grove professional Bldg.
10230- 142e Rue, Edmonton, Alberta T5N 3Y6
Tél.: 780-455-2389

McCuaig Desrochers

BARRISTERS SOLICITORS AVOCATS NOTAIRES

Au service de la francophonie albertaine

2401 Toronto Dominion Tower
Edmonton Centre N.W.
Edmonton Ab T5J 2Z1

Tél.: (780) 426-4660 Téléc.: (403) 426-0982

DUROCHER SIMPSON

A V O C A T S

Service personnalisé et efficace d'une équipe d'avocats expérimentés

EDMONTON: 801 Esso Tower, Scotia Place, 10060 avenue Jasper, Tél.: 780-420-6850
MORINVILLE: 10201 100 Avenue, Tél.: 939-2936 (mardi et jeudi)

Un soulagement pour les ponts canadiens, de nouveaux matériaux six fois plus solides que l'acier

(EN) Chaque année les ponts subissent les assauts d'une circulation automobile ahurissante et de déversements de produits chimiques, d'huile, et de sels corrosifs, ainsi que des températures variant de moins 40 à plus 40 degrés Celsius. Selon Peter Wilson, ingénieur en chef des structures à Calgary, la plupart des ponts nécessitent des réparations et des inspections constantes, et doivent être remis en état tous les 30 à 35 ans.

Pour réduire la fréquence et les coûts de cet entretien, un groupe d'ingénieurs canadiens s'est donné pour tâche il y a quelques années de trouver des moyens de rendre les ponts et d'autres structures plus solides et durables. Leurs innovations, qui ont été appliquées à la reconstruction du pont Beddington Trail à Calgary, ont été acclamées et ont retenu l'attention à l'échelle internationale.

Gamil Tadros, qui dirigeait le projet Beddington avec la ville de Calgary, indique que le succès du pont confirme le besoin d'une organisation qui s'assurerait que les innovations du genre sont transférées à l'industrie. C'est précisément à cette fin que le réseau des innovations en structure avec systèmes de détection intégrés, ISIS Canada, a été créé sous les auspices du Programme de Réseaux de centres d'excellence du gouvernement fédéral en 1995.

ISIS Canada est un vaste réseau de plus de 200 ingénieurs en recherche, canadiens. En partenariat avec plus de 60 établissements des secteurs public et privé, les chercheurs d'ISIS trouvent de nouvelles solutions pour la construction, la remise en état et l'entretien des routes, des immeubles, et des ponts du Canada.

Le pont Beddington, ouvert à la circulation en 1993, a été le premier au Canada où ont été utilisées des poutres de béton précontraint contenant des polymères renforcés de fibres plutôt que des poutres d'acier de précontrainte traditionnelle. Non seulement ces polymères sont-ils non corrosifs, ils sont aussi jusqu'à six fois plus solides que l'acier, et ils pèsent cinq fois moins. Le pont est également doté de nombreux capteurs optiques et d'un système de surveillance qui permettront aux ingénieurs d'en observer le comportement au fil du temps et de déceler les premiers signes de détérioration ou de danger.

Selon ISIS, plus de 40 % des ponts du pays ont été construits il y a plus de 30 ans, et il est urgent de les remplacer ou de les remettre à neuf. « Si nous pouvons commencer à dessiner et à construire des structures qui durent au moins deux fois plus longtemps que celles qui ont été construites dans le passé, les économies seront énormes », de dire Chris Wade, chef de la Division des structures et des installations de la ville de Calgary.

Depuis le projet Beddington, Calgary a procédé à la réfection de deux autres ponts à l'aide de polymères renforcés de fibres, et s'est attaqué à un quatrième en août 1999. Calgary n'est certes pas la seule ville canadienne à profiter de la technologie de l'ISIS. Les recherches du Réseau sont actuellement exploitées dans diverses structures au pays, à partir du pont de la Confédération, qui relie l'Île-du-Prince-Édouard au Nouveau-Brunswick, jusqu'au pont Taylor au Manitoba, et au pont Waterloo Creek de l'Île de Vancouver, ainsi que dans une foule d'autres projets ayant également gagné des prix en matière d'innovation.

ISIS Canada compte parmi les 15 Réseaux fédéraux de centres d'excellence financés conjointement par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, le Conseil de recherches en sciences humaines et le Conseil de recherches médicales, en partenariat avec Industrie Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les structures novatrices en génie civil, visitez les sites Web www.isis-canada.com et www.rce.gc.ca.